

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 11 JUILLET 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/442</b>  <b>CONVENTION RELATIVE AU RETABLISSEMENT DES VOIES SUR L'AUTOROUTE A50 ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA SOCIETE ESCOTA - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Yannick CHENEVARD.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/442**

**BUREAU DU 11 JUILLET 2022**

**O B J E T : CONVENTION RELATIVE AU RETABLISSEMENT DES  
VOIES SUR L'AUTOROUTE A50 ENTRE LA  
METROPOLE TPM ET LA SOCIETE ESCOTA -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision ministérielle référencée DM-DR/CA2006.09 du 08 août 2006 approuvant le principe de création du diffuseur d'Ollioules,

**VU** l'arrêté préfectoral du 06 mars 2014 déclarant d'utilité publique les acquisitions et les travaux permettant l'aménagement du diffuseur au droit du franchissement de l'autoroute A50 par la RD11, au bénéfice de la société ESCOTA, maître d'ouvrage de ces aménagements,

**VU** la décision du Conseil Métropolitain n° 16/11/163 du 10 novembre 2016, concernant la convention de cofinancement relative à la création de l'échangeur Ollioules-Sanary, signée le 23 novembre 2016,

**VU** la convention ci-annexée,

**CONSIDERANT** que par convention de concession, l'Etat a confié à ESCOTA, agissant ainsi en qualité de concessionnaire et pour le compte de celui-ci, la construction, l'entretien et l'exploitation notamment des Autoroutes A8, A50, A51 et A57,

**CONSIDERANT** que la création des bretelles et plateformes autoroutières liées à ce diffuseur a entraîné la modification de la géométrie de l'ancien chemin de Toulon, du chemin Raoul Colleta et du passage inférieur de la route de la Gare sis à Ollioules,

**CONSIDERANT** que la société ESCOTA a inventorié l'ensemble des voiries, des réseaux présents et passants sous l'emprise du projet et notamment dans les domaines publics gérés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et que les voiries et réseaux présents interférant avec le projet ont été modifiés,

**CONSIDERANT** que le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques impose de préciser par convention le partage des responsabilités ultérieures de l'entretien de ces voies rétablies,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, la société ESCOTA a établi une convention de rétablissement de voies qui porte notamment sur l'ancien chemin de Toulon, du chemin Raoul Colleta et du passage inférieur de la route de la Gare sis à Ollioules,

**CONSIDERANT** qu'ESCOTA a réalisé à ses frais le rétablissement des voies, objet de la présente convention,

**CONSIDERANT** qu'une fois les voies rétablies et remises à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, cette dernière assumera l'entière responsabilité des ouvrages remis,

**CONSIDERANT** qu'en conséquence, il convient de définir les modalités administratives et techniques pour la mise à disposition et les travaux des voies métropolitaines et réseaux publics ou privés présents et de préciser les obligations respectives pour la gestion et l'entretien ultérieur des voies rétablies,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## ARTICLE 2

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention relative au rétablissement des voies sous gestion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée interceptées par la réalisation du diffuseur d'Ollioules ainsi que tous les actes y afférents.

## ARTICLE 3

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 11 juillet 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0



---

## **Autoroute A50 Diffuseur d'OLLIOULES**

**Chemin Raoul Coletta, Ancien Chemin de Toulon, Route  
de la Gare OA 618**

---

Convention relative au rétablissement des  
voies sous gestion de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée interceptées par la  
réalisation du diffuseur d'Ollioules.

## SOMMAIRE

---

1. Objet de la convention .....	4
2. Pièces constitutives de la convention .....	4
3. Ouvrages remis à la Métropole TPM .....	5
3.1 Remise des voies rétablies.....	5
3.2 Remise des terrains.....	5
3.3 Accès aux points de livraison énergie de l'éclairage public.....	6
4. Réseaux publics ou privés présents dans le domaine de la Métropole TPM.....	6
5. Contexte réglementaire des ouvrages d'assainissement.....	6
6. Durée de la convention .....	7
7. Nombre d'exemplaires .....	7
8. Litiges .....	7
ANNEXES.....	8

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Société des Autoroutes ESTEREL, COTE D'AZUR, PROVENCE, ALPES, dont le siège social est situé 432 Avenue de Cannes – BP.41 – 06 211 MANDELIEU, société anonyme au capital de 131 544 945 € inscrite au RCS de Cannes sous le numéro 562 041 525, représentée par Monsieur Frédéric DEPAEPE, agissant en qualité de Directeur de la Maîtrise d'Ouvrage, dénommée, ci-après, « ESCOTA »,

**ET**

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », dont le siège est situé à l'hôtel d'agglomération - 107 bd Henri Fabre - 83000 TOULON, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, habilité à l'effet des présentes par décision .....en date du .....

Ci-après dénommée « Métropole TPM »

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## PREAMBULE

Par convention de concession, l'Etat a confié à ESCOTA, agissant ainsi en qualité de concessionnaire, au nom et pour le compte de celui-ci, la construction, l'entretien et l'exploitation notamment des Autoroutes A8, A50, A51 et A57.

Par Décision Ministérielle référencée DM-DR/CA 2006.09 du 8 août 2006, l'Etat a approuvé le principe de création du diffuseur d'Ollioules. Ce nouveau diffuseur, selon les termes de ladite Décision Ministérielle, sera intégré à la concession et dans le Domaine Public Autoroutier Concéder (DPAC).

Dans le cadre de la réalisation des travaux pour la création du diffuseur d'Ollioules, sur le territoire des communes d'OLLIOULES et de SANARY SUR MER, Monsieur le Préfet du Département du VAR, par un arrêté préfectoral du 6 mars 2014, a déclaré d'utilité publique les acquisitions et les travaux permettant l'aménagement du diffuseur au droit du franchissement de l'autoroute A50 par la RD 11, au bénéfice de la Société ESCOTA concessionnaire de l'ETAT.

Une convention technique et financière jointe en annexe 1, relative à la création du diffuseur d'Ollioules-Sanary, a été établie en date du 23/11/2016 qui désigne ESCOTA, maître d'ouvrage de ces aménagements.

La création des bretelles et des plateformes autoroutières liées à ce diffuseur a entraîné la modification de la géométrie de la route départementale n°11, de l'ancien chemin de Toulon, du chemin Raoul Coletta et du passage inférieur de la route de la gare (OA 618).

La Société ESCOTA a inventorié l'ensemble des voiries, des réseaux présents et passants sous l'emprise du projet et notamment dans les domaines publics gérés par le Conseil Départemental 83 et la Métropole TPM. Les voiries et les réseaux présents, interférant avec le projet, ont été modifiés.

### **1. Objet de la convention**

---

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions techniques et administratives dans lesquelles les voies métropolitaines et ouvrages interceptés par le Diffuseur d'Ollioules sont rétablis et les désenclavements effectués ;
- les obligations respectives de la société ESCOTA et de la Métropole TPM pour la gestion et l'entretien ultérieur des ouvrages réalisés ou modifiés dans le cadre de ces travaux.

### **2. Pièces constitutives de la convention**

---

Le préambule et toutes les pièces annexes ont valeur contractuel et font partie intégrante de la convention :

- Le présent document ;
- L'Annexe 1 : Convention technique et financière du 23/11/2016



- L'Annexe 2 : Autorisations administratives
- L'Annexe 3 : Dossiers des ouvrages exécutés ;
- L'Annexe 4 : Plan projet des voiries et OA rétablis
- L'Annexe 5 : PV de réception des travaux

### **3. Ouvrages remis à la Métropole TPM**

---

Pour les besoins des travaux et compte-tenu de la participation financière des collectivités locales, ESCOTA agit en qualité de maître d'ouvrage délégué pour les travaux réalisés sur le domaine des collectivités locales concernées par le projet.

Les travaux sont actuellement terminés et réalisés au frais d'ESCOTA.

#### **3.1 Remise des voies rétablies**

Les ouvrages remis à la Métropole TPM sont les suivants :

- Le chemin Raoul Coletta, l'ancien chemin de Toulon et la route de la gare comprenant :
  - Les voies de circulations ;
  - Les trottoirs ;
  - Les bandes dérasées.
- Les dispositifs de retenues ;
- Le Mur de soutènement M4
- Les mobiliers d'éclairage et leurs réseaux associés ;
- Le réseau d'eaux pluviales et leurs ouvrages associés ;
- Les mobiliers de signalisation verticale de police et de direction ; à l'exception des panneaux autoroutiers.
- La signalisation horizontale

Pour la RD11 :

- Eclairage

#### **3.2 Remise des terrains**

Les modifications et créations liées à la création du diffuseur d'Ollioules ont également modifiées :

- Les emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) sous gestion d'ESCOTA ;
- Les Domaines Publics sous gestion :
  - Du Conseil Départemental du Var ;
  - De la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANNEE ;
- Les emprises foncières privées en limite des différents Domaines Publics nommés ci-dessus.

Les terrains d'assiette de voies rétablies seront affectés à la Métropole TPM lors de l'établissement du dossier de délimitation du domaine public autoroutier concédé (DPAC).

A cette occasion, ESCOTA remettra à la Métropole TPM les plans parcellaires faisant apparaître les limites du domaine public transféré aux différents gestionnaires.

Les terrains destinés à intégrer le Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) feront l'objet d'une Décision Ministérielle d'approbation de la nouvelle délimitation du DPAC, opérant le déclassement des terrains antérieurement gérés par les différentes collectivités locales et leur incorporation au Domaine Public Autoroutier Concédé à ESCOTA.

Le plan des voiries rétablies définitives fait l'objet de l'annexe N°4 de la présente convention.

A la signature de la convention, la Métropole TPM en assure l'entière responsabilité des ouvrages remis.

### **3.3 Accès aux points de livraison énergie de l'éclairage public**

Les points de livraison énergie de l'éclairage public des giratoires nord et sud sont situés actuellement sur des terrains destinés à intégrer le DPAC. ESCOTA autorisera la Métropole TPM à accéder aux points de livraison pour les besoins d'exploitation/maintenance, sous réserve d'informer le District Alpes-Provence (tél 04 42 01 61 38) au minimum huit (8) jours calendaires à l'avance, et sous réserve de la compatibilité avec les contraintes d'exploitation du réseau autoroutier. En cas d'urgence, le délai de prévenance est réduit.

Une fois la délimitation du DPAC approuvée par Décision Ministérielle, les conditions d'accès de TPM ou de ses préposés feront l'objet d'une convention ad hoc.

## **4. Réseaux publics ou privés présents dans le domaine de la Métropole TPM**

Les réseaux suivants ont fait l'objet de conventions d'études et de travaux pour leur dévoiement et sont présents dans les emprises des voiries :

- Réseau ENEDIS basse tension ;
- Réseaux ENEDIS haute tension ;
- Réseaux RTE ;
- Réseaux ORANGE ;
- Réseaux GRDF ;
- Réseaux d'adduction d'eau potable Métropole TPM ;
- Réseaux d'adduction d'eau potable Sanary-sur-Mer.
- Réseau d'assainissement pluvial Métropole TPM
- Réseau Fibre optique ESCOTA

Les plans de récolement des ouvrages de ces réseaux ESCOTA sont inclus dans l'annexe N° 3 de la présente convention.

## **5. Contexte réglementaire des ouvrages d'assainissement**

Les ouvrages pluviaux de collecte des eaux de voiries font l'objet d'obligations réglementaires liées :

- A l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2014 vis-à-vis de la Loi sur l'eau prise dans le cadre de la construction du diffuseur d'Ollioules.

Cet arrêté est joint en annexe n°2 de la présente convention. La Métropole TPM s'engage à respecter les prescriptions définies dans cet arrêté quant à l'exploitation des ouvrages pluviaux.

## 6. Durée de la convention

---

La présente convention est conclue pour la durée de la concession accordée par l'État à ESCOTA. Elle prendra effet à la date de signature de la présente convention.

A l'expiration de cette concession, les conditions d'entretien, de réparation et de modification des réseaux, ouvrages et bassins associés de collecte des eaux de ruissellement des eaux de voirie seront fixées par l'État et la Métropole TPM.

## 7. Nombre d'exemplaires

---

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

## 8. Litiges

---

En cas de différends entre les parties, il est convenu qu'elles agiront de bonne foi pour éviter tout contentieux.

En cas de différend entre les Parties ayant pour objet la formation, la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, la Partie la plus diligente saisira l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception pour trouver une solution amiable.

A défaut de solution amiable trouvée dans le délai d'1 mois, les Parties se réservent le droit de saisir le tribunal administratif compétent.

A Toulon, le

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée,

Le Président,

Hubert FALCO

Pour la Société des Autoroutes Estérel,  
Côte d'Azur, Provence, Alpes  
(ESCOTA)

Le Directeur de la Maîtrise d'Ouvrage,

## **ANNEXES**

---

- L'Annexe 1 : Convention technique et financière du 23/11/2016
- L'Annexe 2 : Autorisations administratives
- L'Annexe 3 : Dossiers des ouvrages exécutés ;
- L'Annexe 4 : Plan projet des voiries et OA rétablis
- L'Annexe 5 : PV de réception des travaux

# **AUTOROUTE A50 DIFFUSEUR D'OLLIOULES-SANARY**

## **CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE**

# AUTOROUTE A50 DIFFUSEUR D'OLLIOULES-SANARY

## CONVENTION TECHNIQUE ET FINANCIERE

Entre les soussignés :

- Le Département du Var, dont le Siège est à Toulon, en l'Hôtel du Département, 390, avenue des Lices, 83000 Toulon, représenté par Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil Départemental, agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée Plénière n°A18 en date du 27/10/2016,

ET

- La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, dont le Siège est situé 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 09, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant en vertu de la délibération de ladite Communauté n°16.111.163 en date du 10.11.2016 ;

ET

- La Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume, dont le Siège est situé 155 avenue Jansoulin, 83740 La Cadière-d'Azur, représentée par son président, Monsieur Ferdinand BERNHARD. Président, habilité à cet effet par délibération de ladite Communauté n°2016/108 et 2016/125 en date du 26/09/2016 et 21/11/2016 ;

ET

La société des Autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA), société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 131 544 945 € inscrite au RCS de Cannes sous le numéro 562 041 525, dont le siège social est à Mandelieu 06210, 432 avenue de Cannes, représentée par Monsieur Paul MAAREK, Directeur Général.

Ci-après ensemble dénommées « Les Parties »,

Il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

Les automobilistes en provenance de Toulon et de sa banlieue voulant rejoindre Ollioules ou Sanary utilisent l'autoroute A50 puis la RD26 et la RD11 par l'intermédiaire du diffuseur de la Seyne-sur-Mer.

Des problèmes de congestion sont observés aux heures de pointe au carrefour de raccordement du diffuseur de La Seyne-sur-Mer ainsi qu'aux carrefours suivants, sur l'itinéraire d'accès à Ollioules et Sanary-sur-Mer.

Le diffuseur d'Ollioules-Sanary, implanté au droit de l'intersection de l'autoroute avec la RD11, améliorera la desserte de ces deux communes et soulagera le carrefour de raccordement du diffuseur de La Seyne-sur-Mer.

La création du diffuseur d'Ollioules-Sanary présente un intérêt très marqué, pour la desserte des communes d'Ollioules (notamment les quartiers Ouest), de Six-Fours-les-Plages (plages Ouest) et de Sanary-sur-Mer, permettant de désenclaver des zones d'activités économiques actuelles et futures, pour assurer une meilleure liaison avec les communes voisines et avec le futur pôle d'échange du TCSP.

L'opération de création du diffuseur d'Ollioules-Sanary a fait l'objet d'une décision ministérielle, en date du 8 août 2006. Elle a été déclarée d'utilité publique par arrêté du préfet du Var en date du 6 mars 2014.

Il convient par conséquent de fixer les modalités techniques et financières de réalisation de cette opération de création dudit diffuseur entre le Département du Var, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume et ESCOTA.

## **Article 1      Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement, de construction, d'entretien et d'exploitation de ce nouveau point d'échanges, dénommé « diffuseur d'Ollioules-Sanary ».

La société ESCOTA assure la maîtrise d'ouvrage ainsi que le pilotage de la maîtrise d'œuvre de la totalité des travaux.

## **Article 2 Consistance de l'opération**

L'autoroute A50 dessert les communes de Sanary sur Mer et Ollioules depuis le diffuseur de La Seyne-sur-Mer (sortie n°13) qui sert également de point d'accès aux communes de La Seyne sur Mer et de Six Fours les Plages. Ce point d'accès unique a pour conséquence de densifier le trafic au niveau de l'échangeur de La Seyne-sur-Mer mais également sur les routes départementales 11 et 26.

L'opération porte sur la création d'un nouveau point d'échanges sur l'autoroute A50, se raccordant à la RD11, sur le territoire des communes d'Ollioules et Sanary-sur-Mer.

Elle vise à améliorer la desserte des communes d'Ollioules et de Sanary sur Mer, ainsi que la fluidité du trafic sur le diffuseur de La Seyne-sur-Mer et les routes départementales 11 et 26.

La création du diffuseur d'Ollioules-Sanary comprend des voies d'entrée et de sortie entre la route départementale 11 et l'autoroute A50 suivantes :

- Création d'une bretelle d'entrée vers Toulon équipée d'une gare de péage,
- Création d'une bretelle de sortie venant de Toulon équipée d'une gare de péage,
- Création d'une bretelle d'entrée vers Bandol,
- Création d'une bretelle de sortie venant de Bandol,
- Création de deux carrefours giratoires permettant le raccordement de ces 4 bretelles à la RD 11,

En complément de ces ouvrages créés, des mesures en faveur de l'environnement (ouvrages de traitement des eaux et écrans acoustiques notamment) seront réalisées.

La création du diffuseur d'Ollioules-Sanary nécessite le déplacement de plusieurs réseaux dont la ligne aérienne RTE de 63 KV, l'acquisition de terrains privés, et le prolongement du passage inférieur de la route de la gare d'Ollioules, conformément au plan annexé.

La réalisation du diffuseur comprend également l'ensemble des équipements (signalisation, éclairage, paysager, aire de stationnement)

## **Article 3 Construction, entretien et exploitation de l'ouvrage**

La construction, l'entretien et l'exploitation de l'autoroute A50 étant concédés à la société ESCOTA par convention en date du 3 août 1982, telle que modifiée par ses quinze avenants successifs, approuvés par décret, le diffuseur nouvellement créé (ouvrage autoroutier) sera intégré à l'infrastructure autoroutière concédée à ESCOTA, et entrera dans l'assiette de la concession.



Il devra satisfaire aux prescriptions de la convention de concession, du cahier des charges qui lui est annexé et de la décision ministérielle susvisée.

ESCOTA assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'aménagement, à savoir :

- de l'ouvrage autoroutier,
- des ouvrages complémentaires cités à l'article 2,
- par délégation de maîtrise d'ouvrage du Département du Var pour la création des giratoires et le raccordement à la RD11 nécessaires du fait de la réalisation du diffuseur (modification de tracé),
- par délégation de maîtrise d'ouvrage de la Commune d'Ollioules pour le rétablissement des voies communales (le chemin Raoul Coletta et l'ancien chemin de Toulon).

Ces délégations de maîtrise d'ouvrage feront par ailleurs l'objet de 2 conventions distinctes et spécifiques entre les parties concernées.

Conformément aux dispositions de son cahier des charges de concession, ESCOTA établira et soumettra à l'approbation de l'Etat concédant un plan de délimitation du domaine public autoroutier concédé qui définira les limites d'intervention de chaque gestionnaire, dans les deux ans suivant la mise en service de l'aménagement.

Ce document sera établi en cohérence avec les modalités de remise des ouvrages relevant du Département du Var, et de la Commune d'Ollioules, telles que définies dans les conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage.

## **Article 4 Dispositions financières**

### ***4.1 Coût global de l'opération***

Le montant de l'opération de création du diffuseur, y compris réaménagement des carrefours en plan en giratoires, est estimé à 37,6 M€ HT (valeur janvier 2015 (ind TP01 : 102,8).

#### **4.2 Financement de l'opération**

Le financement se répartit entre ESCOTA, le Département du Var, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, et la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume (en valeur 2015) :

Département du Var.....	11 M€ HT
Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.....	6,2 M€ HT
Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.....	4,8 M€ HT
ESCOTA.....	15,6 M€ HT

Escota s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls, les études, procédures et travaux qui font l'objet de la présente convention. Ainsi la participation des collectivités ne pourra être modifiée sauf cas de force majeur ou modification du programme de travaux entraînant un bouleversement de l'économie global de l'opération

Pour autant, Escota informera les parties :

- en cas de dépassement prévisible du montant global de l'opération, quel que soit l'avancement des travaux;
- en cas d'atteinte du montant global de l'opération alors que les travaux ne sont pas terminés ;

Toutes modifications de quelque nature que ce soit (techniques, administratives, interne ou externe au chantier, climatique,...) qui entraîneraient un dépassement de l'enveloppe fera l'objet d'une information immédiate de l'Etat par le concessionnaire ESCOTA.

La participation financière d'ESCOTA ne pourra pas être réévaluée sans accord préalable de l'Etat.

Par ailleurs, les montants de participation demandés par ESCOTA aux collectivités ne seront pas assujettis à TVA au regard de la législation fiscale en vigueur à ce jour.

#### **4.3 Indexation - Réévaluation**

Le montant de l'opération, précisé au paragraphe 4.1, est évalué aux conditions économiques de 2015 (valeur de l'indice TP01 en janvier 2015 : 102,8). Il sera révisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01.

Le montant de la révision Cn applicable pour réviser le versement de l'année n est donné par la formule :

$$Cn = In / Io$$

Dans laquelle  $Io$  est la valeur prise par l'indice TP01 en janvier 2015 (102,8) et  $ln$  est la valeur de l'indice du mois de 1<sup>er</sup> janvier de l'année  $n$ .

Les Parties s'engagent à participer et à mettre en place les autorisations de programme suivant les proportions définies au paragraphe 4.4 à hauteur de ces montants révisés.

ESCOTA informera au plus tôt les parties des éventuelles difficultés majeures qui pourraient avoir des incidences importantes sur la poursuite du programme.

ESCOTA s'engage par ailleurs à informer au moins une fois par an (au cours du deuxième trimestre) les parties de l'avancement des travaux et des questions financières (programmation et réalisation) relatives à l'opération jusqu'à son achèvement.

Si des réévaluations autres que celles dues au premier alinéa du présent article s'avéraient indispensables, elles devront faire l'objet d'un accord préalable des parties qui se traduira par un avenant à la présente convention.

#### **4.4 Échéancier financier**

Le Département du Var, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, et la Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume procéderont aux versements de leurs participations respectives dans les conditions suivantes (montants exprimés hors révision, aux conditions économiques de 2015, valeur de l'indice TP01 : 102,8) :

Au titre de l'année 2016, au plus tard 6 mois après la signature de la présente convention :

Département du Var.....	2,5 M€ HT
Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.....	1,4 M€ HT
Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.....	1,1 M€ HT

Au titre de l'année 2017 et sous réserve du démarrage des travaux (date prévisionnelle de démarrage des travaux dernier trimestre 2017) :

Département du Var.....	2,5 M€ HT
Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.....	1,4 M€ HT
Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.....	1,1 M€ HT

Au titre de l'année 2018 et sous réserve de la poursuite des travaux :

Département du Var.....	3 M€ HT
Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.....	1,7 M€ HT
Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.....	1,3 M€ HT

Au titre de l'année 2019 dans les 6 mois suivant la mise en service de l'aménagement (date prévisionnelle mi-2019) :

Département du Var.....	3 M€ HT
Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.....	1,7 M€ HT
Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume.....	1,3 M€ HT

#### **4.5 Domiciliation des versements**

ESCOTA adressera aux parties des avis de versement établis conformément à l'échéancier fixé au paragraphe 4.4 ci-dessus.





























































A réception de ces avis, les versements s'effectueront au nom de la société des Autoroutes Estérel, Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) sur le compte

SOCIETE GENERALE

IBAN : FR76 3003 00958 00020041418 64

BIC : SOGEFRPP

#### 4.6 Planning prévisionnel

	2016					2017					2018					2019															
	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Arrêté de cessibilité																															
Acquisitions foncières																															
Avant-Projet																															
Approbation Avant-Projet																															
Projet																															
Validation Projet																															
Préparation DCE																															
Appel d'Offres																															
Préparation chantier																															
Travaux dévoiement réseaux																															
Travaux généraux																															
Mise en service																															

### Article 5 Communication

Les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention feront l'objet d'une concertation préalable entre les partenaires co-financeurs et devront mentionner leurs contributions financières respectives.

### Article 6 Durée de la convention

La présente convention demeurera valable jusqu'à la réception de l'ensemble des ouvrages qui en font l'objet et à la libération des sommes dues par chacune des parties.

### Article 7 Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties des termes de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution d'un mois et restée infructueuse.

Dans ce cas, un constat contradictoire des prestations et travaux déjà effectués ou engagés ainsi qu'un décompte de résiliation devront être réalisés par les parties.

## **Article 8      Règlement des différends**

Les parties conviennent de privilégier la recherche de solutions amiables au règlement des différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'application des termes de la présente convention. A défaut, le règlement de ces différends relève de la compétence du Tribunal Administratif de TOULON.

## **Article 9      Entrée en vigueur**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature par les Parties.  
Elle est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires et un pour l'Etat.

## **Article 10    Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes, et notamment la réception de tous actes extrajudiciaires, les parties font élection de domicile :

Le Département du Var en son Siège 390, avenue des  
Hôtel du Département Lices  
83000 Toulon

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en son  
Siège :  
107, Boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 Toulon Cedex 09

La Communauté d'Agglomération Sud Sainte-Baume en son Siège :  
155 avenue Jansoulin  
83740 La Cadière-d'Azur

ESCOTA  
432, avenue de Cannes  
06211 Mandelieu Cedex

Fait en 4 exemplaires à Toulon

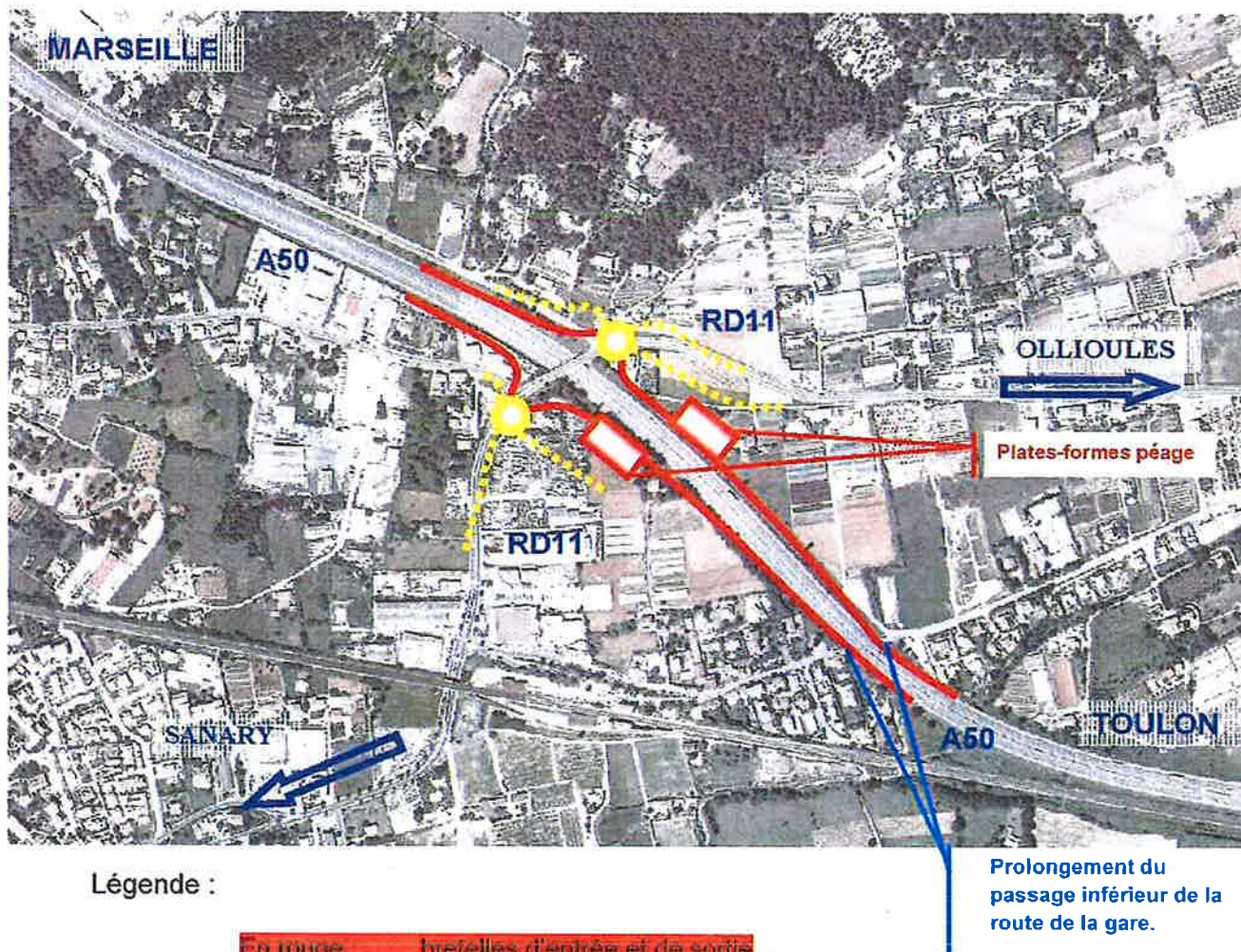
23 NOV. 2016

<p><b>POUR LE DÉPARTEMENT DU VAR</b> <b>LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL</b></p>  <p><b>M. MARC GIRAUD</b></p>	<p><b>POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TOULON</b> <b>PROVENCE MÉDITERRANÉE</b> <b>LE PRÉSIDENT</b></p>  <p><b>M. HUBERT FALCO</b></p>
<p><b>POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD</b> <b>SAINT-BAUME</b> <b>LE PRÉSIDENT</b> <i>PO Le premier Vice-Président</i></p>  <p><b>M. FERDINAND BERNHARD</b> <i>M. Georges FERREDO</i></p>	<p><b>POUR LA SOCIETE DES AUTOROUTES ESTÉREL,</b> <b>CÔTE D'AZUR, PROVENCE, ALPES (ESCOTA)</b> <b>LE DIRECTEUR GENERAL</b></p>  <p><b>M. PAUL MAAREK</b></p>



## ANNEXE

### Document graphique de description du principe de l'aménagement



Légende :

- En rouge :** bretelles d'entrée et de sortie créées dans le cadre du projet
- En jaune :** carrefours et voiries réaménagés et/ou rétablis





PRÉFET DU VAR

Direction  
départementale  
des territoires  
et de la mer  
du Var

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques  
Pôle Gestion Quantitative

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 15 OCT. 2014**  
**AUTORISANT AU TITRE DE LA LEGISLATION**  
**SUR L'EAU**  
**LA CREATION SUR A50 DU DIFFUSEUR**  
**COMMUNES D'OLLIOULES**  
**ET**  
**SANARY-SUR-MER**

**Le Préfet du Var**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles L211-1, L214-1 à 6, L215-2, L411-1, L411-2, R214-1 à 56,

**Vu** le code civil et notamment son article 640,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Inondation de la Reppe approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 mars 2010,

**Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée -SDAGE- approuvé le 20 novembre 2009 par le Préfet coordonnateur de Bassin Rhône-Méditerranée,

**Vu** le dossier de demande d'autorisation réceptionné le 20 avril 2012 au guichet unique de la MISEN déposé par ESCOTA et enregistré sous le n° 83-2012-00127/A357,

**Vu** les pièces d'instruction du dossier,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2014 portant ouverture de l'enquête publique sur le territoire des communes d'Ollioules et Sanary sur Mer,

**Vu** le registre d'enquête publique et le dossier afférant à cette enquête,

**Vu** le rapport et l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de deux recommandations,

**Vu** le rapport et l'avis favorable du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer chargé de la police de l'eau en date du 28 août 2014,

**Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du VAR en date du 10 septembre 2014,

**Considérant** que la Reppe constitue un cours d'eau non domanial,

**Considérant** que le SDAGE a fixé, en application de la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000, à l'échéance 2015, un objectif d'atteinte de bon état général et de bon état écologique et chimique de la masse d'eau superficielle « la Reppe » définie sous le code LP 16 09,

**Considérant** que le SDAGE a fixé, en application de la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000, à l'échéance 2015, un objectif d'atteinte de bon état pour l'aspect global, chimique et quantitatif de la masse d'eau souterraine « Domaine marno calcaire région de Toulon » définie sous le code FR DO 514,

**Considérant** que l'évaluation des incidences sur les milieux naturels et les écosystèmes réalisée au travers du dossier montre que le projet ne porte pas atteinte à quelque site que ce soit sis à proximité de sa zone de réalisation,

**Considérant** que le projet répond aux enjeux identifiés sur le secteur,

**Considérant** que les travaux projetés vont dans le sens des intérêts défendus par la législation sur l'eau, notamment ceux énoncés par l'article L.211-1 du code de l'environnement,

**Considérant** que la société ESCOTA n'a pas formulé d'observation sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été soumis par courrier du 15 septembre 2014,

**Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,**

## **ARRETE**

### **Titre 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1 : Objet de la déclaration**

La société ESCOTA est autorisée, en application de l'article L214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante :

**Autoroute A50 – création du diffuseur  
sur les communes d'Ollioules et Sanary-sur-Mer**

#### **ARTICLE 2 - Définition des interventions**

Les travaux seront réalisés conformément aux dispositions du dossier susvisé en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté, sous la responsabilité entière de la société ESCOTA.

##### **2.1 – Rubriques de la nomenclature concernées**

Les rubriques définies au tableau de l'article R2214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

N°de la rubrique	Intitulé rubriques concernées	Régime administratif
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R2224-6 du code général des collectivités territoriales :  - 1° Supérieure à 600 kg de DBO 5 (A) ;  - 2° Supérieure à 12 kg de DBO 5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO 5 (D).	exonération
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  - 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;  - 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	déclaration
2.2.4.0	Installations ou activités à l'origine d'un effluent correspondant à un apport au milieu aquatique de plus de 1 t / jour de sels dissous (D).	exonération
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  - 1° Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> (A) ;  - 2° Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> (D).	autorisation

## **2.2 – Nature des travaux et caractéristiques des ouvrages**

Les travaux consistent à réaliser les aménagements et équipements techniques associés suivants :

- Une bretelle de sortie Est/Ouest pour les mouvements en provenance de Toulon vers la RD11 via la gare de péage,
- Une bretelle d'entrée Est/Ouest pour les mouvements vers Marseille depuis la RD11,
- Une bretelle de sortie Ouest/Est pour les mouvements depuis Marseille vers la RD11,
- Une bretelle d'entrée Ouest/Est pour les mouvements d'entrée depuis la RD11 vers Toulon via la gare de péage,
- Un giratoire Nord et un giratoire Sud de 25 m de rayon extérieur positionnés de part et d'autre de l'ouvrage d'art dont la position les contraints,
- Les raccordements aux voiries locales existantes.

Un réseau de collecte, traitement et évacuation des eaux pluviales vers 2 bassins de rétention sera créé et dimensionné selon les recommandations du SETRA. L'exutoire des bassins de rétention sera le réseau longitudinal existant de l'A50.

Le site sera équipé de sanitaires avec des installations de traitement des eaux usées agréées.

Afin de permettre la gestion des eaux pluviales, des noues, des fossés et 2 bassins écrêteurs seront aménagés. Le volume total de rétention est de 1 900 m<sup>3</sup>.

Les caractéristiques des bassins sont les suivantes :

Nom du bassin	Volume de rétention (m3)	Débit de fuite (l/s)	Milieu récepteur
Nord	1 150	50	Fossé latéral
Sud	750	53	Fossé latéral

Le volume compensé au titre du risque inondation est de 10 300 m<sup>3</sup>.

## **Titre 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

### **ARTICLE 3 – Prescriptions spécifiques**

#### **Mesure préalable à la phase chantier**

- Le maître d'ouvrage procède au recrutement d'un coordonnateur environnemental auquel il signifie les missions selon les recommandations de l'étude, missions incluant le suivi environnemental du chantier et les dispositions concernant la Reinette méridionale.

#### **Mesures générales en phase chantier**

- Pendant la durée des travaux, toutes les dispositions sont prises afin de prévenir toute pollution accidentelle ou libération de matières en suspension ou dégradation et désordre de toute nature sur l'environnement et les milieux aquatiques.
- Le stockage des matériaux et le stationnement des engins de chantier sont proscrits à proximité des cours d'eau et fossés. Des aires étanches sont aménagées pour entreposer les produits potentiellement polluants, pour stationner les engins de chantier et pour effectuer les opérations d'entretien, de réparation et de ravitaillement. Ces aires sont obligatoirement situées en dehors des zones soumises aux inondations ou débordements des cours d'eau.
- Les déblais et les déchets de chantier sont évacués régulièrement et conformément à la législation en vigueur.
- A la fin des travaux, les bassins, talus et fossés sont enherbés ou plantés avec des végétaux locaux ou macrophytes afin de favoriser une épuration naturelle.
- A l'issue des travaux, le site est laissé en bon état de propreté, voire restauré par des moyens appropriés, de manière à ce qu'aucun désordre en découlant ne subsiste.

### **ARTICLE 4 – Entretien ultérieur**

Une fois réalisés, les réseaux de collecte, les dispositifs de traitement et de piégeage des pollutions et les bassins font l'objet d'un entretien régulier afin de les maintenir en parfait état de propreté et garantir leur bon fonctionnement.

L'extraction des boues et détritux est effectuée dans les règles de l'art et avant que leur niveau ne perturbe le fonctionnement des installations.

Le réseau de fossés latéral et les dégrilleurs sont visités plusieurs fois par an ainsi qu'après chaque événement pluvieux important.

### **ARTICLE 5 – Mesures d'accompagnement**

La position de la mare écologique pour accueillir sur une parcelle à proximité de la Reppe l'espèce protégée de Reinette méridionale sera réexaminée en concertation avec le maire d'Ollioules.

La mise en place d'un piézomètre supplémentaire de contrôle de la qualité des eaux de captage est étudiée en concertation avec le SIAE, l'hydrogéologue agréé et les services de l'Etat.

### **Titre 3 : PRESCRIPTIONS GENERALES**

#### **ARTICLE 6 – Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités objets de la présente autorisation sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 – Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8 - Obligations et responsabilités du bénéficiaire**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir, notamment en matière de police des eaux.

Le présent arrêté ne dispense pas le pétitionnaire des démarches administratives d'autorisation au titre d'autres législations (Code de l'Urbanisme, Code Forestier...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, le Préfet pourra, après mise en demeure du permissionnaire sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage ou nuisance provenant de son fait, sans préjudice de l'application d'éventuelles dispositions pénales et de toute recherche en responsabilité civile.

La présente autorisation laisse pleine et entière la responsabilité du bénéficiaire en ce qui concerne les dommages pouvant résulter de la réalisation des travaux et de l'exploitation des ouvrages.

#### **ARTICLE 9 - Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 10 – durée de validité de l'autorisation**

Dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les travaux mentionnés au présent arrêté devront être achevés.

Ce délai peut être étendu pour une durée maximale de 1 an sur demande expresse du bénéficiaire transmise au préfet au moins 6 mois avant la date limite.

La présente autorisation est valable pour toute la durée de vie du diffuseur de l'autoroute A50 d'Ollioules et Sanary-sur-Mer, sous réserve du respect des prescriptions supra.

## **ARTICLE 11 – Autres obligations du bénéficiaire**

Le pétitionnaire informera les services de la police de l'eau du démarrage du chantier.

Les agents du service chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront en permanence libre accès au chantier et aux ouvrages. Le bénéficiaire devra mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour procéder à tous les contrôles qu'ils jugeraient utiles pour constater l'exécution de la présente autorisation et le bon fonctionnement des dispositifs mis en place.

## **ARTICLE 12 – Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Var et une copie sera transmise aux mairies des communes d'Ollioules et Sanary-sur-Mer.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information en mairies d'Ollioules et Sanary-sur-Mer.

Un extrait de l'arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies d'Ollioules et Sanary-sur-Mer. Le procès-verbal d'accomplissement de cette formalité sera dressé par chaque maire et adressé au préfet (service chargé de la police de l'eau).

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Var durant une durée d'au moins 6 mois.

## **ARTICLE 13 – Délais et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Elle est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Toulon compétent dans les conditions et dans les délais prévus par l'article R514-3-1 du code de l'environnement, soit :

- par le demandeur, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

## **ARTICLE 14 – Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Le Maire de la commune d'Ollioules,
- Le Maire de la commune de Sanary-sur-Mer,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,
- au Directeur de l'ingénierie des infrastructures de ESCOTA.

**Le Préfet,**

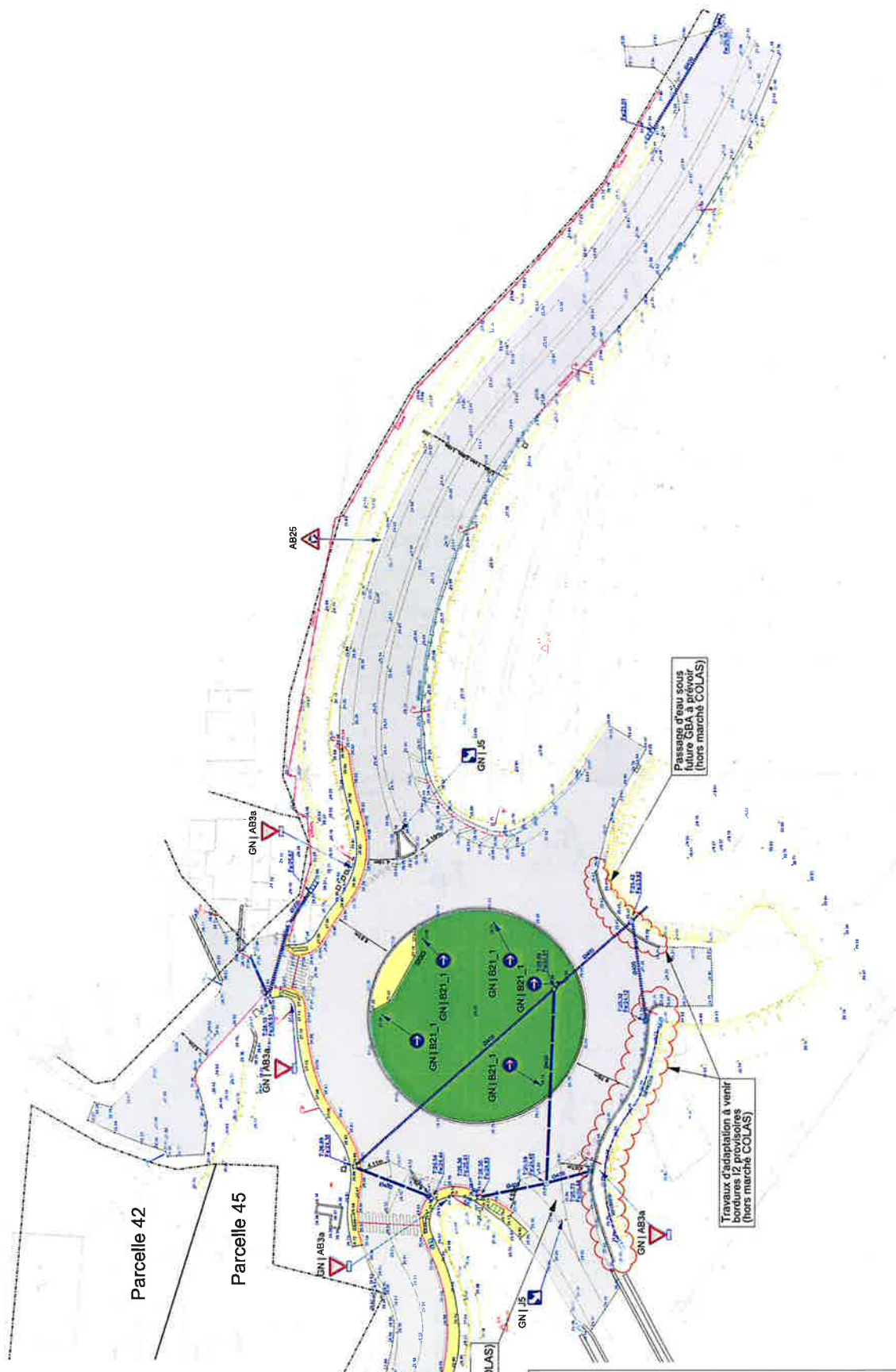
**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général**

**Pierre GAUDIN**

*Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau.*

**LEGENDE:**

- Réseau Eau Potable : Appareil
- Réseau Eau Potable : PVC
- Réseau Eau Potable : PEHD
- Bordures T2
- Bordures T2 basses
- Géolaine de sécurité
- Géolaine de sécurité sur fond de béton
- Colonne
- Emboîté voirie
- Béton
- Limite cadastrale



AUTOROUTE A50  
SECTION AUBAGNE/TOULON  
CRÉATION DES GIRATOIRES DU DIFFUSSEUR  
D'OLLOULES



COLAS MÉTROPOLITAIN  
173 Avenue de France - 83000 LA SEINE SUR MER  
Téléphone : 04 94 01 41 41 - Télécopie : 04 94 01 31 40

PLAN DE RECOULEMENT

PROJET	CRÉATION DES GIRATOIRES DU DIFFUSSEUR D'OLLOULES
CLIENT	COLAS MÉTROPOLITAIN
DATE	10/05/2011
ÉLÉMENT	PLAN DE RECOULEMENT
PROJET	CRÉATION DES GIRATOIRES DU DIFFUSSEUR D'OLLOULES
CLIENT	COLAS MÉTROPOLITAIN
DATE	10/05/2011
ÉLÉMENT	PLAN DE RECOULEMENT
PROJET	CRÉATION DES GIRATOIRES DU DIFFUSSEUR D'OLLOULES
CLIENT	COLAS MÉTROPOLITAIN
DATE	10/05/2011
ÉLÉMENT	PLAN DE RECOULEMENT



[illegible]



PROJET	DATE	REVISION	DESCRIPTION	APProuvé
1	10/01/2010	01	Plan d'ensemble	
2	10/01/2010	02	Plan de détail	
3	10/01/2010	03	Plan de détail	
4	10/01/2010	04	Plan de détail	
5	10/01/2010	05	Plan de détail	
6	10/01/2010	06	Plan de détail	
7	10/01/2010	07	Plan de détail	
8	10/01/2010	08	Plan de détail	
9	10/01/2010	09	Plan de détail	
10	10/01/2010	10	Plan de détail	

Bureau d'Ingénierie  
 1000 Avenue de la Vallée  
 10000 Québec, Québec  
 Téléphone : (514) 399-1111  
 Télécopieur : (514) 399-1112  
 E-mail : info@kingeop.com



DIRECTION DES OPERATIONS  
 1000 Avenue de la Vallée  
 10000 Québec, Québec  
 Téléphone : (514) 399-1111  
 Télécopieur : (514) 399-1112  
 E-mail : info@kingeop.com



AUTOROUTE A50  
 SECTION 1000000000  
 RECOLEMENT  
 Vue en Plan d'Ensemble  
 Aménagement

1000 Avenue de la Vallée  
 10000 Québec, Québec  
 Téléphone : (514) 399-1111  
 Télécopieur : (514) 399-1112  
 E-mail : info@kingeop.com

LEGENDE
1.0000000000
2.0000000000
3.0000000000
4.0000000000
5.0000000000
6.0000000000
7.0000000000
8.0000000000
9.0000000000
10.0000000000
11.0000000000
12.0000000000
13.0000000000
14.0000000000
15.0000000000
16.0000000000
17.0000000000
18.0000000000
19.0000000000
20.0000000000
21.0000000000
22.0000000000
23.0000000000
24.0000000000
25.0000000000
26.0000000000
27.0000000000
28.0000000000
29.0000000000
30.0000000000
31.0000000000
32.0000000000
33.0000000000
34.0000000000
35.0000000000
36.0000000000
37.0000000000
38.0000000000
39.0000000000
40.0000000000
41.0000000000
42.0000000000
43.0000000000
44.0000000000
45.0000000000
46.0000000000
47.0000000000
48.0000000000
49.0000000000
50.0000000000
51.0000000000
52.0000000000
53.0000000000
54.0000000000
55.0000000000
56.0000000000
57.0000000000
58.0000000000
59.0000000000
60.0000000000
61.0000000000
62.0000000000
63.0000000000
64.0000000000
65.0000000000
66.0000000000
67.0000000000
68.0000000000
69.0000000000
70.0000000000
71.0000000000
72.0000000000
73.0000000000
74.0000000000
75.0000000000
76.0000000000
77.0000000000
78.0000000000
79.0000000000
80.0000000000
81.0000000000
82.0000000000
83.0000000000
84.0000000000
85.0000000000
86.0000000000
87.0000000000
88.0000000000
89.0000000000
90.0000000000
91.0000000000
92.0000000000
93.0000000000
94.0000000000
95.0000000000
96.0000000000
97.0000000000
98.0000000000
99.0000000000
100.0000000000



SOCIETE : ESCOTA
OPERATION : IG05012000 Section A50
MAITRE D'ŒUVRE : ESCOTA DISI
NATURE DES TRAVAUX : Création du diffuseur d'Ollioules Travaux de pose et raccordement des matériels d'éclairage public
ENTREPRENEUR : ENGIE INEO

**PROCES-VERBAL DE RECEPTION**  
TOTALE SANS RESERVE

**Commande 65002799496**

Ouvrages concernés :  
Eclairage public des ronds points et RD 11  
du diffuseur D'Ollioules

Le Directeur de la Maîtrise d'Ouvrage, sur le vu :

- Du procès-verbal des opérations préalables à la réception totale avec réserves en date du 6/11/2020,
- Du procès-verbal de levée des réserves en date du 10/06/2021.

Décide que :

- **La réception totale des travaux est prononcée sans réserve avec effet à la date du 10 juin 2021**

Le dix juin deux mille vingt et un (en toutes lettres)

Le 28 juin 2021

Le Responsable du Marché

  
 Directeur Adjoint  
 J. CHARLOT

Signature numérique de  
 James CHARLOT  
 DN : cn=James CHARLOT,  
 o=ESCOTA, ou=DMO,  
 email=james.charlot@vin  
 ci-autoroutes.com, c=FR  
 Date : 2022.05.18  
 08:43:19 +02'00'

SOCIETE : ESCOTA
OPERATION : Travaux de création des carrefours Giratoires de raccordement à la RD 11 – Echangeur d'Ollioules-Sanary Section : A50 Aubagne/Toulon Marché 18.916
MAITRE D'ŒUVRE : SAFEGE – Suez Consulting
NATURE DES TRAVAUX : <b>Terrassement/Voirie/Assainissement/ Réseaux secs</b>
ENTREPRENEUR : <b>COLAS MIDI MEDITERRANEE</b>

**PROCES-VERBAL DE RECEPTION**  
**TOTALE SANS RESERVE**

Ouvrages concernés :  
Totalité des travaux

Le Directeur Opérationnel de l'Infrastructure d'ESCOTA, sur le vu :

- Du procès-verbal des opérations préalables à la réception totale avec réserves en date du 31 janvier 2019,
- Du procès-verbal de levée des réserves en date du 8 mars 2019
- Du procès-verbal de levée des réserves en date du 15 mars 2019.

Décide que :

- **La réception totale des travaux est prononcée avec effet à la date du 15 mars 2019.**

QUINZE MARS DEUX MILLE DIX NEUF

Le : 30 JUL. 2019

Le Responsable du Marché

  
Le Directeur Opérationnel  
de l'Infrastructure  
Eric MENEROUD

